Simulation Action Climat: Les pays en développement

**FR**

|  |  |
| --- | --- |
| image1 | À l’attention des: Négociateurs en chef des pays en développement (Plus de 100 pays: Asie du Sud-Est, la plupart des pays d’Amérique centrale et du Sud, la plupart des pays africains, les petites nations insulaires et une grande partie du Moyen-Orient)Objet: Préparation du sommet Action Climat |

Bienvenue au sommet Action Climat. Le secrétaire général des Nations unies vous a invités, ainsi que des responsables de l’ensemble des parties prenantes concernées, à collaborer pour lutter de manière efficace contre le changement climatique. Dans son invitation, le secrétaire général a souligné ce qui suit: «L’urgence climatique est une course que nous sommes en train de perdre, mais que nous pouvons encore gagner. [...] Les connaissances scientifiques les plus fiables [...] nous indiquent que toute hausse des températures supérieure à 1,5 °C causera des dommages sévères et irréversibles aux écosystèmes qui nous permettent de vivre. Mais la science nous dit également qu’il n’est pas trop tard. Nous pouvons y remédier. [...] Il nous faudra toutefois revoir en profondeur tous les aspects de notre société: l’agriculture, l’exploitation des terres, les carburants et le fonctionnement de nos économies. [...] En unissant nos forces, nous veillerons à ne laisser personne de côté.»

Le sommet a pour but d’élaborer un plan visant à limiter le réchauffement de la planète pour le maintenir sous la barre des 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et à tenter de le ramener à 1,5 °C, conformément aux objectifs internationaux officiellement définis dans l’accord de Paris sur le climat. Les preuves scientifiques sont sans équivoque: un réchauffement d’une valeur supérieure à ces seuils aura des effets catastrophiques et irréversibles sur la santé, la prospérité et la vie des habitants de tous les pays.

Vous représentez les nations les moins développées au monde. La population combinée de vos nations avoisine les 2,9 milliards, soit environ 38 % des 7,7 milliards d’habitants de la planète, et elle augmente rapidement. Collectivement, vos pays ne génèrent cependant que quelque 16 % de la production économique mondiale, avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant plus faible et une pauvreté bien plus importante que dans les pays développés.

Vos priorités politiques sont énumérées ci-dessous. Vous pouvez toutefois endosser ou rejeter toute autre politique qui serait mise sur la table.

1. Subventionner les énergies renouvelables (notamment les énergies solaire, éolienne, géothermique et hydraulique ainsi que le stockage de l’énergie).

Le secteur des énergies renouvelables se développe rapidement, mais représente toujours moins de 5 % de l’approvisionnement énergétique mondial. Les subventions favoriseront la croissance de ces industries, ce qui créera de l’emploi dans vos pays (pour peu que vous parveniez à surpasser les progrès technologiques réalisés dans les pays développés dans les domaines de l’éolien, du solaire et des batteries). La gestion du stockage (par exemple, les batteries, le stockage thermique ou les stations de transfert d’énergie par pompage) et de la charge dynamique pour l’électricité permet d’intégrer les sources intermittentes d’énergie renouvelable, comme l’énergie solaire ou éolienne, au système énergétique tout en assurant un approvisionnement permanent en électricité. Les subventions en faveur des énergies renouvelables, proposées par les pays développés et les pays émergents tels que la Chine, réduiraient fortement le coût de ces sources d’énergie pour vos nations et accéléreraient le développement économique.

1. Réduire les émissions de méthane, de protoxyde d’azote et d’autres gaz à effet de serre. Le CO2 est le principal gaz à effet de serre, mais d’autres gaz contribuent, pour environ un quart, au réchauffement de la planète. Il s’agit notamment du méthane (CH4), du protoxyde d’azote (N2O) et d’une large gamme de chlorofluorocarbones et d’autres composés fluorés (gaz F). Pour le même nombre de molécules, de nombreux gaz non CO2 contribueront des dizaines, des centaines, voire des milliers de fois plus au réchauffement planétaire au cours du siècle à venir Bien que leurs concentrations soient faibles, ils s’accroissent rapidement. La plupart de ces émissions proviennent des pays développés et des économies émergentes à croissance rapide.
2. Endiguer la déforestation. La déforestation est actuellement responsable d’environ 15 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, et a lieu pour une bonne part dans les forêts tropicales des pays que vous représentez, notamment dans le bassin amazonien, en Asie du Sud et du Sud-Est et en Afrique. La préservation des forêts est en mesure de réduire ces émissions tout en préservant la biodiversité et en protégeant l’approvisionnement en eau. Toutefois, limiter la déforestation réduit également les possibilités d’utilisation des terres concernées en vue de l’exploitation forestière, la production alimentaire, la bioénergie et d’autres utilisations majeures.
3. Explorer la piste du boisement. Le boisement consiste à faire pousser de nouvelles forêts sur des terres dépourvues d’arbres; il peut s’agir de terres qui avaient préalablement été déboisées ou dégradées. Mis en œuvre à grande échelle, il pourrait empiéter sur des terres nécessaires aux cultures ou à l’élevage de bétail, ce qui ferait grimper les prix des denrées alimentaires. Réfléchissez aux superficies qui devraient être affectées aux politiques de boisement que vous et d’autres groupes préconisez.
4. Envisager de taxer le charbon. Bon nombre de vos pays sont en train d’ouvrir de nouvelles mines de charbon et centrales électriques, alors que le charbon est le combustible à plus haute intensité de carbone et qu’il est également responsable pour une bonne part de la pollution atmosphérique qui nuit aujourd’hui à des millions d’habitants dans vos pays. Taxer, réglementer, voire éliminer progressivement l’usage du charbon permettrait de faire baisser rapidement les émissions, de réduire la pollution atmosphérique aux effets nocifs et d’améliorer la santé publique.
5. **Envisager de tarifer les émissions de CO2.** Les combustibles fossiles dominent toujours le système énergétique mondial et le CO2 qu’ils émettent est de loin le principal contributeur au changement climatique. À l’heure actuelle, les prix du marché ne reflètent pas leurs dommages sociaux et environnementaux (leurs «externalités négatives»). Pire encore, les gouvernements du monde entier, y compris nombre de ceux que vous représentez, consacrent chaque année entre 775 et 1 000 milliards de dollars aux subventions destinées à l’industrie des combustibles fossiles. Les économistes s’accordent à dire que la meilleure manière de réduire les émissions de gaz à effet de serre à l’échelle mondiale serait de fixer un prix du carbone. Envisagez de promouvoir un prix pour le carbone à l’échelle mondiale, éventuellement de façon progressive dans le temps afin de prévoir un temps d’adaptation.

Les recettes pourraient être versées au public ou contribuer à compenser les coûts d’autres politiques. Bien que la tarification du carbone ait été appliquée dans certains pays, le prix est nettement inférieur à la fourchette de 30 à 50 dollars par tonne de CO2, voire davantage, que de nombreux économistes préconisent. Vous ne pouvez toutefois pas faire évoluer les choses trop rapidement: les classes moyennes de vos pays s'attellent à disposer de suffisamment de moyens pour s’offrir les produits et services que les habitants des pays développés tiennent pour acquis (automobiles, climatisation, voyages en avion, etc.), tandis que les plus pauvres souhaitent avoir accès à un approvisionnement fiable en électricité, à l’eau potable, à la nourriture, aux soins de santé, à des logements décents et à la satisfaction d’autres besoins humains fondamentaux, et seront fortement impactés par toute augmentation des coûts de l’énergie.

Observations complémentaires

De nombreux habitants dans vos pays n’ont pas accès à l’électricité ou à une énergie fiable abordable. Aujourd’hui, vos pays ne sont responsables que d’environ 24 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, et les émissions par habitant sont bien inférieures à celles des pays développés, voire de la Chine. Toutefois, l’utilisation des combustibles fossiles connaît une croissance rapide au fur et à mesure que vos économies se développent. Ce sont les pays développés qui ont généré la majeure partie des émissions de gaz à effet de serre cumulées à l’origine de la crise climatique, mais ce sont les habitants de vos pays qui souffriront le plus du changement climatique et seront les moins aptes à s’y adapter. Vous estimez qu’il est de la responsabilité morale des pays développés de réduire leurs émissions et que les politiques visant à lutter contre le changement climatique ne peuvent ralentir votre développement économique et limiter votre capacité à fournir denrées alimentaires, emplois, logements, éducation, soins de santé et autres services de base que les habitants des pays développés tiennent pour acquis.

Dans le même temps, le changement climatique représente une sérieuse menace pour la prospérité, la santé et la vie de vos populations. La pollution atmosphérique due aux combustibles fossiles provoque chaque année des millions de décès prématurés dans les pays que vous représentez. L’élévation du niveau de la mer, les phénomènes météorologiques extrêmes, les sécheresses, la baisse de rendement des cultures et d’autres problèmes induits par le changement climatique alimentent de plus en plus les conflits et les migrations et sapent la légitimité de vos gouvernements et, pour les petits États insulaires, menacent votre existence même. Vos nations ont la possibilité d’abandonner les combustibles fossiles et d’adopter un système exploitant une énergie propre, efficace et renouvelable, tout comme un grand nombre d’entre vous sont passés directement des lignes téléphoniques terrestres au téléphone mobile. L’efficacité énergétique, et les énergies renouvelables telles que l’énergie éolienne et l’énergie solaire, sont souvent rentables, créent de l’emploi et des perspectives économiques, et améliorent la santé publique.